

Pouvoir d'emprunt—Loi

Ce sont là les paroles du premier ministre (M. Trudeau). La Banque peut toujours au besoin faire imprimer des billets sans aucun inconvénient.

Où cette politique a-t-elle mené le pays depuis douze ans? Elle lui a valu des taux de chômage et d'inflation élevés et un taux de productivité assez faible. Nous n'aurons qu'à faire imprimer des billets sans aucun inconvénient. Sans inconvénient pour qui? Pour le gouvernement, cela ne fait aucun doute. Quant aux Canadiens, c'est tout autre chose.

Je n'ai jamais compris pourquoi vous, monsieur l'Orateur, et moi sommes obligés d'équilibrer nos comptes bancaires et nos revenus avec nos dépenses, pourquoi les sociétés doivent faire la même chose et pourquoi le gouvernement n'y est pas tenu. Je suis expert comptable, et je ne saisis toujours pas pourquoi le gouvernement continue à emprunter de l'argent sous compte, et à ne jamais équilibrer ses livres. Est-ce à dire que le Canada est différent du reste du monde? Pouvons-nous prospérer en empruntant? Je crois que c'est ce que le gouvernement libéral voudrait bien faire croire à nos concitoyens. Mais ce n'est pas possible. Aucune société n'a jamais touché plus d'argent qu'elle n'en a gagné, et je ne crois pas que notre pays puisse échapper à cette règle. Jusqu'ici, en tout cas, il ne nous en a pas donné la preuve.

Si vous et moi, monsieur l'Orateur, ou quelque société voulions emprunter de l'argent, nous aurions à expliquer à quoi nous voulons le faire servir et comment nous entendons le rembourser. Voyons-nous quelque indice de ce genre dans ce bill? Pourquoi empruntons-nous 14 milliards de dollars, et comment allons-nous les rembourser? Les Canadiens le savent-ils? Le gouvernement est-il prêt à expliquer aux Canadiens ce qu'il entend faire de ces 14 milliards? Le gouvernement leur dit-il comment il va les rembourser? Non; il se contente de dire qu'il veut 14 milliards de dollars et que ce sont nos enfants qui devront les rembourser. Voilà ce que dit le gouvernement libéral. Il veut pouvoir emprunter 14 milliards de dollars sans nous dire ce qu'il entend en faire.

Les budgets déficitaires du gouvernement libéral sont devenus monnaie courante. Le budget du ministre des Finances (M. MacEachen) et le discours du trône démontrent que le gouvernement libéral n'est pas prêt à s'attaquer au problème des énormes déficits financiers, mais qu'il préfère se contenter d'emprunter ce qu'il faut pour payer ses dépenses effrénées.

C'est ce que disait le ministre des Finances dans son exposé budgétaire d'octobre dernier, et c'est ce qu'annonçait déjà le discours du trône. Le gouvernement a dit qu'il ne réduirait pas ses dépenses. Il souscrit à la théorie du déficit systématique. Voilà l'engagement des libéraux auprès des Canadiens. Le gouvernement n'essaiera pas de réduire ses dépenses: il va continuer d'accuser systématiquement des déficits, que cela nous plaise ou non.

On prévoit dans les comptes nationaux que les dépenses pour l'année financière en cours seront supérieures d'environ 16.8 p. 100 à ce qu'elles étaient l'année dernière, et pourtant, le gouvernement et le ministre des Finances ont l'audace de dire que la croissance prévue des dépenses gouvernementales n'excédera pas le taux de croissance de l'économie. Comment peut-on affirmer aux Canadiens que le taux de croissance des dépenses gouvernementales sera maintenu en deçà du taux de croissance de l'économie canadienne, et produire d'autre part un document indiquant que les dépenses augmenteront de 16.8

p. 100? Quelle foi accorder à pareilles déclarations? Comment les Canadiens peuvent-ils avoir confiance dans un gouvernement qui fait des déclarations aussi ridicules?

Dans un discours à la Chambre des communes le 21 avril 1980, le ministre des Finances a donné aux Canadiens l'assurance que la croissance des dépenses gouvernementales serait rigoureusement contrôlée, et que les déficits du gouvernement et ses besoins financiers diminueraient à mesure que la croissance économique reprendrait. Mais comment donc cette expansion pourra-t-elle reprendre si le gouvernement exige toujours plus du secteur privé? Quelles preuves avons-nous, s'il en est, à l'appui de l'affirmation qu'avec la relance économique nos déficits diminueront? Pour ma part, je prétends que la déclaration du ministre des Finances n'était rien de plus qu'un vœu pieux, et que le ministre des Finances le sait pertinemment.

Le gouvernement libéral n'a pas la moindre intention de restreindre ses dépenses. J'ai ici quelques chiffres à verser au hasard. Le taux moyen de croissance annuelle des dépenses du gouvernement canadien a atteint 19.4 p. 100 pour la période allant de 1970 à 1977, par rapport à un taux annuel d'augmentation de 10.9 p. 100 aux États-Unis. Le taux de croissance a donc été de presque deux fois plus élevé au Canada qu'aux États-Unis de 1970 à 1977. Pour l'année financière 1980, les dépenses gouvernementales à tous les niveaux au Canada ont représenté 42.5 p. 100 de notre rendement économique global, contre 30 p. 100 en 1961.

Sur tout ce que les Canadiens produisent, toutes ce que nous fabriquons et tout ce qui engendre des richesses, tous les niveaux de gouvernement prélèvent 42.5 p. 100 en 1980, par rapport à 30 p. 100 en 1961. Faut-il alors s'étonner de ce que le gouvernement actuel se présente, ce soir, devant le peuple canadien pour lui demander l'autorisation d'emprunter 14 milliards de dollars en vue de financer un déficit qui s'élèvera, en 1980, à près de 15 milliards de dollars? Non, cela n'a rien d'étonnant.

Permettez-moi de situer la question dans une perspective un peu plus vaste. Pour équilibrer le budget fédéral, en 1980, il serait nécessaire de doubler les recettes tirées de l'impôt des particuliers ou d'imposer une taxe supplémentaire de plus de \$500 à tout Canadien, homme, femme et enfant. Pour équilibrer le budget fédéral, il faudrait doubler l'impôt fédéral des particuliers, et chaque homme, femme et enfant devrait payer un montant additionnel de \$500. Je suppose que cela ne dérange pas tellement les députés d'en face, car ils savent que quelqu'un, un jour, dans les générations futures, paiera la note, de sorte qu'ils préfèrent ne pas faire face maintenant à leurs responsabilités à cet égard. Ils préfèrent s'en remettre aux générations futures. Le Canada ne peut continuer de prospérer qu'à une seule condition, soit que le gouvernement fédéral se décide à équilibrer le budget.

• (2040)

C'est presque une hérésie à l'heure actuelle, n'est-ce pas! Il est question dans les milieux politiques canadiens d'essayer d'avoir un budget équilibré. C'est certainement une hérésie pour le gouvernement des libéraux. Je ne suis pas là pour vous dire qu'il y a moyen d'en arriver rapidement à avoir un budget équilibré. Je pense qu'on peut y arriver en cinq ou six ans. Les dépenses du gouvernement fédéral sont une question d'engagement. Il suffit que le gouvernement s'engage à empêcher les